

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL RICARD

ZAC km Delta II
638 Rue Étienne Lenoir
30 900 Nîmes

Références : D-00734-2023 – LRAR N°1A194 569 0789 4
Code AIOT : 0 006 401 242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement SARL RICARD implanté Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier reçu en date du 22 septembre 2021, complété le 18 mai 2022, la société ÉTABLISSEMENTS RICARD SARL (carrière Mourre de Lira) a transmis un dossier de cessation partielle d'activité pour les activités de carrière, exercées sur les parcelles n°1621 pp, 1623 pp, 1624 pp de la commune de Mornas. La visite d'inspection du 09/10/2023 avait pour objectif de vérifier la mise en sécurité et la remise en état de ces parcelles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RICARD
- Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas
- Code AIOT : 0 006 401 242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Mourre de Lira a été initialement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4346 du 11 octobre 1988 au titre de la rubrique 2510.1 (carrière à ciel ouvert). La cessation partielle porte sur deux terrains, dont l'emprise est de 0,1 ha au sud-est et 0,6 ha au sud-ouest du site, qui ne sont désormais plus inclus dans le nouveau périmètre autorisé de la carrière, défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique du 22 mai 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remise en état ;
- usage futur du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin

d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | remise en état | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------|---|--|-------------------|
| 2 | usage futur du site | Code de l'environnement du 19/08/2011, article R.512-39-2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 1 non-conformité suite à cette visite, concernant les dispositions relatives à la mise en sécurité des parcelles abandonnées.

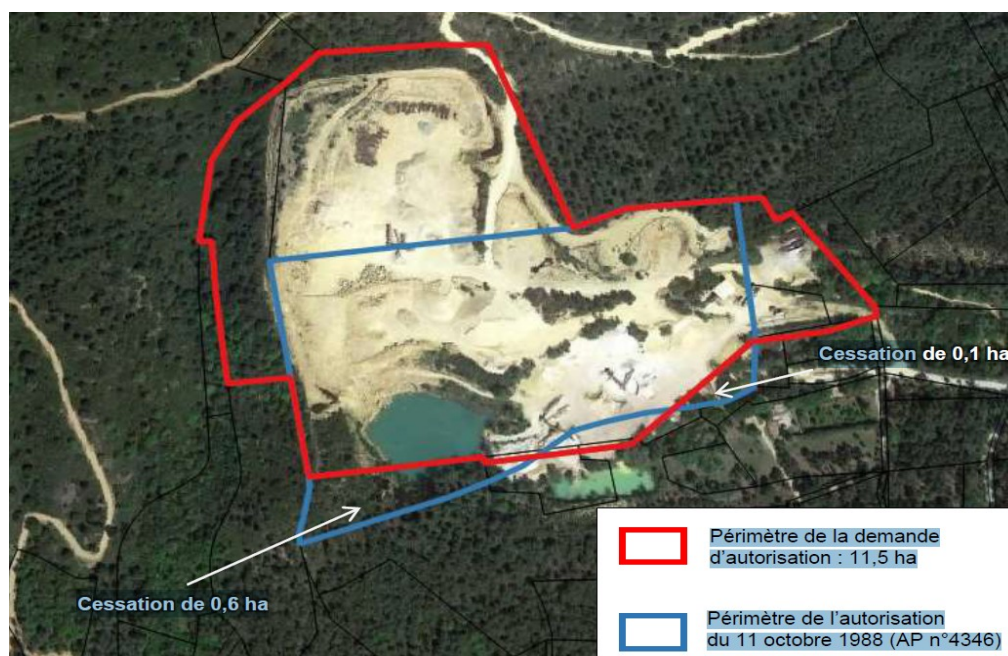
2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 11/10/1988 |
| Thème-s : Autre, remise en état |
| Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p><u>article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 11/10/1988</u></p> <p>[...] L'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront réaménagés, conformément aux dispositions et mesures particulières énumérées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'exploitation seront utilisés pour remblayer les vides créés et obtenir une surface plane sur laquelle seront régaliées de manière uniforme, les terres de recouvrement. Des plantations (pins, chênes, cèdres, etc.) seront aussitôt effectuées sur les parties remises en état;- les fronts résiduels et de liquidation seront rectifiés, purgés et laissés sans surplomb ;- la carrière et ses abords seront constamment tenus en bon état d'ordre et de propreté- en fin d'exploitation, les lieux seront rendus autant que faire se peut à leur état naturel ; <p>en particulier, aucun dépôt, matériel ou construction à l'abandon ne devra y subsister [...]</p> |
| Constats : En préambule, la carrière de Mourre de Lira a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4346 du 11 octobre 1988 pour une emprise d'environ 8 ha, présentée sur la photographie aérienne ci-dessous en bleu. Par ailleurs, par courrier du 22 septembre 2021, complété le 18 mai 2022, la société Établissement RICARD SARL a déposé un dossier de demande |

d'autorisation environnementale unique pour le renouvellement et l'extension de sa carrière située au lieu-dit « Mourre de Lira » sur la commune de Mornas (périmètre de 11,5 Ha matérialisé en rouge ci-après).

A travers ce dossier, l'exploitant a également notifié une cessation partielle pour une emprise de 0,1 ha de la parcelle n°1624pp (ex-1606pp) et pour une emprise totale de 0,6 ha pour les parcelles n°1623pp (ex-1473pp) et 1621pp (ex-1469pp). La superposition entre le périmètre de la demande d'autorisation en rouge et le périmètre autorisé en 1988 permet de visualiser les deux parties de l'emprise qui n'ont pas été intégrées dans le périmètre de la demande d'autorisation déposée en 2021.



(source : dossier de cessation partielle d'activité 2022)

Les parcelles concernées par cette cessation partielle sont présentées ci-après :

| Section | Numéro | Lieu-dit | Contenance cadastrale totale (m ²) | Futur Numéro | Surface demandée (m ²) |
|---------|---------|----------------|--|--------------|------------------------------------|
| A | 1473 pp | Mourre de Lira | 33 439 | 1623 pp | 5 464 |
| A | 1469 pp | Mourre de Lira | 3 952 | 1621 pp | 366 |
| A | 1606 pp | Mourre de Lira | 99 614 | 1624 pp | 1 450 |

(source : dossier de cessation partielle d'activité 2022)

À travers ce dossier de cessation partielle d'activité, l'exploitant a décrit les mesures prises pour répondre aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 10/10/1988 :

a) il rappelle les **opérations de mise en sécurité réalisées** après arrêt de l'activité

d'extraction sur les terrains objets de la cessation :

- limitation d'accès à la carrière par l'installation d'un merlon en limite avec les parcelles restituées et d'un merlon situé au niveau de l'ancien chemin d'accès ;
- démontage des panneaux de signalisation, de la barrière et du pont bascule ;

b) il décrit les **opérations de remise en état effectuées** en vue de la reconversion du site : en outre, le nivellement des terrains au niveau du terrain naturel a été effectué. Par ailleurs, la jouissance de l'ancien bureau a été rendue à sa demande au propriétaire du terrain.

c) il précise que la remise en état des terrains exploités ou utilisés a été réalisée de manière conforme au code de l'environnement ainsi qu'à l'article 4 de l'arrêté préfectoral N°4346 du 10/10/1988

e) il transmet l'avis favorable du propriétaire sur la remise en état des parcelles précitées.

Le 09/10/2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté sur les parcelles présentées supra :

- la présence d'un merlon situé au niveau de l'ancien chemin d'accès ;
- le démontage des panneaux de signalisation, de la barrière et du pont bascule ;
- le nivellement des terrains au niveau du terrain naturel et le régalage des terres et des stériles ;
- l'absence de bassin de décantation ;
- l'absence de déchets ;
- l'ensemble du secteur est recouvert par une surface végétale ;
- la présence de l'ancien bureau dont la jouissance reste au propriétaire.

Ces constats ne sont valables que pour les parties visibles et sous réserve de nuisances ou désordres ultérieurs qui pourraient provenir des parties visibles.

Par ailleurs, l'inspection a relevé que le pourtour du plan d'eau est constitué, au niveau de la zone libérée, d'une falaise et d'une végétation dense, difficilement pénétrable. Toutefois, le dossier ne précise pas les mesures d'interdictions ou de limitations d'accès aux abords du plan d'eau et de la falaise. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de dispositifs particuliers de limitation ou de mesures d'interdictions aux abords du plan d'eau et de la falaise, hormis la végétation dense.

Observations : l'exploitant doit compléter son dossier de cessation partielle en décrivant les mesures d'interdictions ou de limitations d'accès, mises en place au niveau des terrains abandonnés aux abords du plan d'eau et de la falaise. Il transmettra à Madame la Préfète dans un délai de 3 mois :

- le descriptif de ces mesures complémentaires ;
- l'avis du propriétaire sur ces dernières ;
- un reportage photographique des travaux réalisés.

| |
|---|
| Type de suites proposées : avec suite |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : usage futur du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2011, article R.512-39-2 |
| Thème-s : Autre, usage futur du site |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le réaménagement tel que décrit dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1988 prévoit la plantation d'essence d'arbres en particulier : pin d'Alep, cèdres. Le dossier présenté fait état de la présence desdites essences. Cet usage est donc à vocation naturelle.</p> <p>Lors de cette visite du 09/10/2023, l'inspecteur a constaté le retour à un usage naturel des terrains, avec notamment la présence :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) de nombreux arbres comme le pin d'Alep 2) d'une végétation spontanée à différents stades de croissances. |



Présence d'arbres



Présence d'arbres au pied
d'un merlon



Reprise de la végétation



Ancien bureau



Constitution d'un merlon
plus récent photo prise sur le
secteur en activité

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet